



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°441 (8 FÉVRIER 2026)

DÉPENDANCE EUROPÉENNE ET FRANÇAISE AUX ÉTATS-UNIS

NOTRE DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES ÉTATS-UNIS

Introduction

Philippe Meyer :

La détérioration des relations transatlantiques souligne les dépendances de l'Europe dans des secteurs stratégiques vis-à-vis des États-Unis. L'énergie provenant de la Russie a été remplacée par des flux américains, et on a du mal à voir comment les remplacer : en 2025, 59 % de nos importations de gaz (GNL) provenait des États-Unis. Dans la Défense, l'Europe est tributaire des États-Unis, qui sont le premier producteur d'armes au monde. Selon la Commission européenne, 63% des achats d'armement de l'UE proviennent des États-Unis. Quand le Danemark, la Norvège, la Belgique ou l'Allemagne achètent des chasseurs bombardiers américains F-35, ils dépendent de leur fournisseur pour nombre d'aspects de leur utilisation. Dans le domaine spatial, alors que Soyouz est banni depuis le début de la guerre en Ukraine, les Européens, pour mettre en orbite leurs satellites, n'ont pas d'autre choix que de passer par SpaceX, la société d'Elon Musk. Pour des services civils, comme les télécommunications, passer par un Américain est acceptable. Mais c'est impensable pour les communications militaires. Alors que la guerre sévissait en Ukraine, le ministère français des armées a dû attendre que la nouvelle fusée soit disponible, début 2025, pour lancer son satellite CSO-3 et compléter, enfin, sa constellation militaire d'observation depuis l'espace.

Dans les services, numériques et technologiques, au-delà des applications comme WhatsApp ou Facebook, propriétés du géant Meta, de l'IA ChatGPT, ou du moteur de recherche Google, l'enjeu central se situe dans le cloud. Le stockage et le traitement de nombreuses données européennes reposent sur des

géants comme Amazon Web Services, Microsoft et Google. 70% du cloud utilisé en Europe vient des entreprises américaines. Ces infrastructures sont largement utilisées dans les administrations, les hôpitaux, et dans de nombreuses entreprises privées. Quant aux data centers, selon une étude du cabinet McKinsey, les États-Unis détiennent environ 40% des parts du marché mondial. En rétorsion à l'émission d'un mandat d'arrêt international contre le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, l'accès aux services numériques de neuf magistrats de la Cour pénale internationale a été coupé. Dans le secteur financier, Visa et MasterCard, tous deux américains, assurent aujourd'hui selon la BCE 61 % des paiements par carte effectués dans la zone euro. Le dollar demeure incontournable dans les transactions et dans les bilans des banques européennes - ce qui rend l'Europe dépendante à la Réserve fédérale américaine. Certes, l'UE détient une part significative de la dette américaine : environ 40 % des bons du Trésor détenus à l'étranger. Toutefois, si une vente massive de bons du Trésor par des détenteurs étrangers pourrait exercer une pression haussière sur les taux américains, elle entraînerait également une baisse de leur valeur, donc des pertes pour les détenteurs européens.

Kontildondit

David Djaïz :

Sur le plan de la sécurité, l'alliance atlantique de l'OTAN a dominé l'architecture de sécurité. Dès 1954, la Communauté européenne de défense a été tuée dans l'œuf, interdisant pour des décennies — et encore aujourd'hui — la construction d'un appareil de défense autonome. De même, sur le plan économique, la reconstruction à partir de 1946 s'est faite sous influence et sous parapluie américains. Il y a le plan Marshall, bien sûr, loin d'un grand élan de générosité. L'historien américain Ben Steele a écrit un livre remarquable montrant qu'il s'agit en réalité d'un troc de haut niveau : Français et Italiens achètent à crédit des moissonneuses-batteuses et des tracteurs Massey-Ferguson en provenance des États-Unis, dans tous les secteurs de l'économie. La dépendance européenne est encastrée dans la reconstruction d'après-guerre. Elle a quelque chose de confortable : l'Europe a très tôt externalisé le coût de sa sécurité et, surtout, le coût de l'innovation. L'économie européenne, performante et de forte croissance dans les années 50-60, n'est pas une économie de haute innovation, mais une économie de rattrapage. Et c'est dans les phases de rattrapage que la croissance est la plus forte.

Ce qui a soudé le modèle politique, social et économique de l'Europe des années 50-60-70 — les Trente Glorieuses —, c'est cette externalisation de la sécurité et de l'innovation au grands frère américain. La modernisation européenne a été un rattrapage sous parapluie américain, avec des vertus : croissance élevée, développement considérable de l'État social, stabilisation démocratique sans précédent, avec, en France, un régime parlementaire et des démocraties parlementaires dans plusieurs pays.

Sur la question des dépendances, un coche a été manqué à la fin des Trente Glorieuses, dans les années 80. Après les deux crises pétrolières et

l'essoufflement de la productivité, il y avait l'occasion de construire un régime de croissance véritablement endogène. L'Europe a essayé, au moins sur le papier, avec des stratégies aux noms divers — Lisbonne, Europe 2020 —, sans traduction significative dans les faits. Elle est restée dépendante : la fin de la guerre froide voyait les Etats-Unis maîtres incontestés et donnant le la de la mondialisation. Puis arrivent 2016 et la première élection de Donald Trump, puis 2024 : un séisme politique. Avec la franchise d'un promoteur habitué aux négociations brutales et aux jeux à somme nulle, une ligne déjà en gestation sous Obama s'affirme : « *nous ne voulons plus payer pour vous* ». J.D. Vance l'a dit à Munich : les classes moyennes américaines ont payé la prospérité européenne après la Seconde Guerre mondiale. C'est en partie faux — on pourrait administrer la preuve du contraire —, mais l'idée s'impose : aux Européens de payer pour leur sécurité, tout en restant dans cette vassalisation vis-à-vis des États-Unis. La formule du président italien Sergio Mattarella parlant de « vassalisation heureuse » est intéressante : vivre à crédit, sous parapluie sécuritaire, en confiant l'innovation et l'élan vital à d'autres est confortable, mais ce n'est plus possible aujourd'hui, parce que les Etats-Unis ne sont plus nos amis.

Trois régimes de dépendance doivent être dépassés. D'abord la sécurité : on voit combien l'OTAN est fragilisée, récemment encore par l'affaire du Groenland. Ensuite la technologie : l'Europe dépense 265 milliards d'euros par an en services numériques vers les Etats-Unis ; ce sera 500 milliards en 2030 à trajectoire constante, peut-être 750 milliards ou 1.000 milliards avec l'explosion de l'IA. Le PIB de l'Union étant de 16.000 milliards, un seizième de sa richesse pourrait partir vers les services numériques américains. La désindustrialisation s'accélère : 50 % de l'industrie allemande est exposée au choc chinois d'ici cinq ans. La Chine est l'usine matérielle de l'Europe, les Etats-Unis son usine digitale. Enfin l'énergie : nous importons 300 milliards d'énergie depuis les pays du Golfe et, significativement, des États-Unis, notamment en gaz naturel liquéfié. Nous ne

disposons pas des conditions de notre indépendance.

Le moment européen est donc celui d'une renaissance. On ne reconstruira pas sur l'héritage tel quel. La période est périlleuse et enthousiasmante, comme l'après-guerre : une nouvelle Europe doit se poser dans l'indépendance économique, énergétique, technologique et militaire. On ne fait pas du neuf avec du vieux ; il faudra probablement un choc institutionnel pour y parvenir.

Nicole Gnesotto :

Lire la liste des dépendances européennes, c'est un peu comme la liste des effets indésirables d'un médicament : le tableau est inquiétant et catastrophique. Je voudrais pourtant nuancer. La dépendance n'est pas une faute ni un problème en soi : l'interdépendance est le B-A-ba de la construction européenne et de la mondialisation, promesse de prospérité partagée. L'interdépendance militaire aussi : les alliances sont une promesse de sécurité partagée. Si les Européens se sont développés pendant 80 ans dans une dépendance commerciale et militaire vis-à-vis des Etats-Unis, ce n'est pas une faute stratégique ni le signe d'irresponsabilité ou d'aveuglement ; cela correspondait à un certain état du monde.

Ce qui importe aujourd'hui n'est donc pas la liste des dépendances, mais de reconnaître que le monde a changé et qu'il faut élaborer des stratégies de différenciation, de dépendance vis-à-vis des États-Unis. C'est une approche différente. Cela ne doit pas non plus nourrir les mouvements extrémistes — populistes misant sur la souveraineté contre l'Europe et la mondialisation, ou écologistes radicaux prônant l'autarcie — : il faut être très attentif. Le bilan est juste, nous sommes dépendants, y compris vis-à-vis de la Chine ou, pour les Français, de l'Algérie. La priorité est de savoir comment en sortir, en distinguant les dépendances dont on peut se libérer dans un délai raisonnable et celles qui sont rédhibitoires.

Celles dont on peut sortir sont de trois ordres. D'abord la Défense : pour la

première fois, la Commission a accepté une clause de préférence européenne dans le prêt de 90 milliards destiné à l'Ukraine pour l'achat d'armements. Les Ukrainiens ne peuvent donc pas acheter des armes américaines avec ces fonds : c'est une évolution fondamentale. Ensuite l'énergie : le marché commun de l'énergie n'est pas une utopie. Delors l'avait proposé en 2010, un Conseil européen en 2011 appelait à la libre circulation du gaz et de l'électricité en Europe. Ce n'est toujours pas réalisé, mais cela réduirait considérablement les coûts et la dépendance extérieure. Troisièmement le commerce : nous disposons d'outils, de la propriété d'actifs américains et d'un « instrument de coercition » (terme abscons pour désigner une arme anti-chantage). Nous avons donc des instruments pour limiter la dépendance vis-à-vis des États-Unis.

Reste des dépendances pratiquement insurmontables, la principale étant psychologique. L'idée que l'Europe doive être indépendante — ou aussi indépendante que possible — des USA ne s'impose pas encore, malgré Trump et ses provocations. Les Européens ne cherchent pas à se libérer de la dépendance, mais à la rendre acceptable. Or c'est comme arrêter de fumer : on ne s'arrête pas à moitié. Je suis donc moins inquiète des capacités matérielles d'indépendance que de la mentalité, de cette vassalisation psychologique.

Antoine Foucher :

Je vais nuancer la nuance de Nicole. Autant, au XXème siècle, se placer stratégiquement dans les mains des Américains n'était pas une faute ; autant, depuis dix ans, c'est au moins une erreur intellectuelle et, depuis quelques années, une faute morale. Compte tenu de ce qui se passe aux États-Unis — déjà sous Obama, sans agressivité mais avec l'idée que l'Europe n'était plus le centre du monde et que le destin américain se jouait en Asie —, c'était un signal qui aurait dû nous inciter à bouger. Avec l'agressivité de Trump et les textes publiés aux Etats-Unis, on ne peut pas établir un parallèle complet avec la Russie, mais, dans une logique de recherche d'indépendance, on doit envisager

les USA comme pouvant un jour devenir un agresseur. Les stratégies ont récemment fait cet exercice : que se passe-t-il si les Américains tirent au Groenland sur les Danois, les Français, d'autres membres de l'OTAN ? C'était une dystopie il y a trois ans, c'est désormais un scénario à examiner. Nous faisons face à un pouvoir américain agressif, capable en une journée de mettre l'économie européenne hors d'état de fonctionner. La SNCF ne fonctionne pas sans Amazon ; 70 à 80 % des entreprises en Europe dépendent du cloud. Il suffit d'arrêter le cloud pour que les entreprises cessent de fonctionner. Même chose pour les systèmes de paiement — un peu moins en France, mais 60 % en Europe. Cette dépendance n'est pas gênante tant que l'on a confiance dans le partenaire ; dès que cette confiance disparaît, ne pas reconquérir cette autonomie devient une erreur stratégique et une faute morale.

Pourquoi ne le fait-on pas ? Le coût psychologique existe, mais surtout le coût économique. Sortir de la dépendance consiste à refaire plus cher — et peut-être moins bien — ce que les Américains font. Tant que le partenaire est fiable, cela paraît économiquement absurde ; quand il ne l'est plus, cela reste économiquement discutable mais devient politiquement nécessaire. Or les Européens ont du mal à se penser comme une puissance indépendante : ils se conçoivent plutôt comme un espace de paix voué à la consommation et au bien-être davantage qu'à la production et à la liberté. C'est un changement de paradigme.

Que faire ? Trois ruptures s'imposent. D'abord penser le long terme plutôt que le court terme : construire notre cloud, nos centrales, nos panneaux solaires, nos éoliennes coûte plus cher sur dix ans, mais sur vingt ans — comme le nucléaire dans les années 60-70 — c'est rentable et source d'indépendance. Ensuite le faire sans les États-Unis : dans les secteurs stratégiques, se fixer l'objectif d'en sortir en dix ans. Enfin reconnaître que la montée des États-Unis, de la Russie et de la Chine invalide toute voie nationale singulière en Europe : aucun pays ne peut affronter seul ces puissances. L'argument de la taille — longtemps méprisé

— l'emporte définitivement : énergie, numérique, défense, aucun État n'y parvient isolément. Nous sommes donc condamnés à agir ensemble ; paradoxalement, si nous voulons redevenir patriotes et retrouver l'indépendance, la seule solution est l'Europe.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit, mais j'y ajouterai un pessimisme que je crois justifié. Je ne partage pas totalement l'analyse rétrospective de David : le troc de l'après-guerre n'a pas été dans les termes qu'il décrit. Les Américains n'ont évidemment pas agi par pure philanthropie — ils stimulaient leur économie et maintenaient leur influence —, mais les choix faits, notamment par le président Truman, visaient une Europe forte et unie, comme le montrent les documents de sécurité nationale de l'époque, à l'opposé de la NSS publiée par le président Trump.

Je n'accepte pas non plus l'idée d'une externalisation volontaire de la sécurité : comment aurait-il pu en être autrement en 1945 ? L'Allemagne était désarmée, la France sortait d'un long coma, l'Angleterre exsangue, face à une armée soviétique puissante. Le secours américain était nécessaire. En revanche, nous n'avons pas renoncé à l'innovation. Le troc dénoncé aujourd'hui par M. Trump « *vous avez prospéré grâce à nos investissements de sécurité* » nous a aussi permis d'y jouer un rôle majeur. Le CEA en est un exemple : la France s'est dotée de l'arme atomique et a contribué à doter Israël. Je me souviens d'une rencontre près du Parlement européen avec le futur président israélien : lorsqu'on évoquait les transferts opérés entre 1956 et 1958, la gratitude était manifeste. Nous avons profité de cette période, avec des taux de croissance supérieurs à ceux des États-Unis, en transformant une économie agricole en économie industrielle.

Cette dynamique s'est interrompue. Le premier tournant fut la fin des Trente Glorieuses : la transition agricole achevée, la pression des puissances

émergentes et le choc pétrolier ont rendu insuffisante une croissance soutenue par le seul keynésianisme. La question s'est posée dès les années 70 — Raymond Barre s'y est confronté —, et les choix de 1981 furent mauvais. Deuxième moment : l'effondrement de l'URSS. Nous avons cru être débarrassés du problème de sécurité extérieure et pouvoir relâcher l'effort européen. Le mouvement anti-européen s'est alors développé, de Maastricht au rejet du traité constitutionnel, traduisant une volonté de faire autrement, souverainement, sans solution claire.

La rupture fondamentale est plus récente. En 2000, lors de l'agenda de Lisbonne (à ne pas confondre avec le traité du même nom), nous proclamions vouloir devenir la première puissance technologique et cognitive de l'Occident. Depuis, nous avons perdu tous les paris face aux Américains. La situation décrite aujourd'hui est récente et grave. Les dirigeants français portent une lourde responsabilité dans ce décrochage. J'espérais un redressement avec Macron ; il l'a tenté, mais sans succès décisif.

Quant à notre rapport aux Etats-Unis, je distingue trois moments. D'abord une coopération heureuse, fondée sur une compréhension commune et une conception des relations transatlantiques comme un jeu à somme positive — sous Truman, Eisenhower, Kennedy — où chacun gagnait. Ensuite une phase de critique légitime : les Américains demandaient aux Européens d'assumer davantage leur défense, au nom du *burden sharing*, puisqu'eux se tournaient vers l'Asie. C'était logique, mais nous avons été paresseux et inertes, encouragés par une situation qui les arrangeait. Enfin, nous sommes entrés dans une phase différente : hostilité fondamentale envers l'Union européenne et les Européens, opposition à nos intérêts commerciaux et technologiques, indifférence stratégique face à la guerre d'Ukraine, remise en cause de nos valeurs dans certains discours, dérives inacceptables. Nous ne l'avions pas anticipé. J'avais soutenu l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN pour renforcer le pilier européen ; nous pensions à un désengagement américain

progressif, pas à cette hostilité. Je termine en disant qu'à la différence de mes camarades, pour des raisons morales, technologiques ou de temps, je doute que nous nous redressions : or si nous ne nous mobilisons pas, nous filons un très mauvais coton ...

David Djaïz :

C'est assez cocasse, Jean-Louis, que dans la liste des innovations européennes — et singulièrement françaises — d'après-guerre, vous citez surtout des innovations issues de la stratégie technologique gaullienne : le CEA, par exemple. On pourrait aussi parler d'Ariane. Il y a toujours eu une voix française singulière affirmant « *nous devons avoir notre propre technologie* ». Cela a été un ressort majeur de la modernisation gaullienne, et c'est ce qui fait que la France dispose encore d'atouts malgré un paysage économique, politique et social morose : le nucléaire, l'héritage technologique sur lequel elle demeure assise. Quand Antoine dit « *nous n'avons pas d'autre choix que d'être ensemble* », la question devient « *comment être ensemble ?* ». Je ne suis pas convaincu qu'aujourd'hui la Commission européenne soit capable, intellectuellement, institutionnellement ou sociologiquement, d'opérer ce tournant.

Les peuples le sont un peu davantage : les eurobaromètres — ceux publiés par Le Grand Continent notamment — montrent un désir d'émancipation, de désaliénation, de désencastrement fortement exprimé par les peuples. Les élites européennes, nationales ou européennes, ne parviennent pas à le traduire politiquement. Pour répondre à « *comment être ensemble ?* », il faut revenir aux origines, à l'Europe de Schuman. Entre la CECA et le projet avorté de Communauté européenne de défense, l'idée était de mutualiser des points névralgiques essentiels à l'indépendance. Antoine évoquait le cloud, les systèmes de paiement ; on pourrait y ajouter des éléments militaires : reconstruire une stratégie autour de la dronistique et de l'intelligence artificielle, car la Défense est aujourd'hui indissociable de la technologie — la guerre en

Ukraine le montre. Le moyen concret de faire l'Europe est de réunir des États prêts à avancer sur ces sujets, ministres et industriels ensemble, pour bâtir des alliances industrielles. L'Europe qui a le mieux fonctionné est celle des alliances industrielles : charbon et acier, Airbus — grande réussite industrielle. C'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui : des réalisations concrètes et des alliances industrielles, plutôt que de produire de la directive à la Commission ou d'adopter des positions consistant à s'excuser dès qu'on marque un désalignement vis-à-vis des États-Unis. La scène en Écosse, où Ursula von der Leyen négociait avec Donald Trump un accord commercial que je juge scélérat, était consternante. Ce qu'il faut désormais, ce sont des actions concrètes et des alliances industrielles.

Nicole Gnesotto :

Il est vrai que personne n'avait prévu que les États-Unis puissent devenir un adversaire, voire un ennemi. Il y a pourtant un élément montrant que le général de Gaulle l'avait anticipé : la doctrine de dissuasion française, initialement tous azimuts. Elle a fait hurler les Américains, parce qu'ils comprenaient qu'elle pouvait viser aussi bien l'URSS que les États-Unis, et le général l'a maintenue dans la première période de la dissuasion. Je regrette aujourd'hui que la France ait eu raison à l'époque, mais face au débat naissant sur l'avenir de l'OTAN et d'une éventuelle dissuasion européenne — partagée ou coordonnée —, il n'est pas mauvais que des doctrines tous azimuts subsistent dans une future dissuasion nucléaire européenne, si elle voit le jour.

Par ailleurs, je suis d'accord avec Antoine sur la nécessité pour l'Europe de résister. L'acceptation des dépendances n'était pas une faute, le monde a changé ; Trump et la Chine remettent en cause une dépendance trop absolue. La vraie question est d'accepter ce qui ne peut pas être changé et de changer ce qui le peut. Ce qui ne peut pas être changé aujourd'hui, contrairement peut-être à hier, c'est la dépendance numérique. Les ordres de grandeur sont dissuasifs : la Commission lance un plan d'accélération de l'IA avec 20 milliards d'euros pour

lever 200 milliards sur les marchés, quand les GAFA investiront 500 milliards cette année seulement dans le numérique. L'écart est terrifiant.

Dernier point sur la construction d'une Europe capable de sortir de certaines dépendances : au-delà de l'idée d'une nouvelle conférence de Messine pour repartir de zéro, il faut aussi jouer d'autres interdépendances. Il ne faut pas insulter la Chine : c'est une terrible dictature, mais elle est contrainte sur le climat, problème existentiel pour elle, et des alliances sur des enjeux majeurs comme le réchauffement climatique sont possibles. Il faut aussi développer des partenariats avec d'autres pays d'Asie ; par exemple avec l'Inde, où le commerce est limité mais où la coopération en matière de Défense avec une puissance nucléaire encore démocratique mérite réflexion. Autrement dit, ce n'est pas seulement l'Europe qui doit changer, mais sa vision du monde : accepter des partenariats, y compris avec d'anciens adversaires. C'est le plus difficile, car psychologiquement les Européens manquent encore de flexibilité intellectuelle pour sortir de l'orbite américaine.

Antoine Foucher :

Je maintiens la nuance sur le numérique : au XXI^e siècle, dépendance numérique est un pléonasme. Si on n'est pas indépendant numériquement, on est dépendant sur tout. Voilà ce qu'est une internationalisation heureuse : nous l'avons tous, tout le monde dans la salle et ceux qui nous écoutent ont des téléphones, et nous en sommes totalement dépendants. Le numérique, ce sont les paiements, les données qui permettent de gagner du temps. Il y en a dans les voitures, dans les armements, dans tous les réseaux de communication, et désormais dans l'agriculture, où il génère parfois du progrès en calculant au millilitre près les doses d'eau à répartir sur un champ. Il est partout. C'est pourquoi être dépendant numériquement, c'est être dépendant sur tout. Même si c'est ce qui coûte le plus cher, c'est là que le retard est le plus grand et que les plus volontaristes disent que ce sera très difficile. Pourtant il faut le faire, sinon

autant ne rien faire.

À long terme, je partage le pessimisme, mais à court terme, je serai plus optimiste. Un livre de Pierre Haroche, *Dans la forge européenne*, m'a apporté cet optimisme, parce qu'il prend du recul en remontant au Moyen Âge pour caractériser le XXI^e siècle européen. On peut distinguer trois époques en Europe. Depuis le Moyen Âge, il y a l'Europe impériale : par la technologie — parce que c'était le maximum de diversité dans le minimum d'espace, comme dit Kundera — nous nous sommes fait la guerre, ce qui a développé la technologie, permis de devenir plus forts et de conquérir le monde. Puis vient, au XX^e siècle, le recul européen : l'Europe occupée, mais encore centrale après 1945, puisque les deux superpuissances étaient prêtes à risquer la guerre, à organiser le pont de Berlin, pour en garder la maîtrise. Elle reste au centre du monde, sans être la première puissance. Le XXI^e siècle voit une Europe marginalisée, plus au centre : les pays ne se battent plus pour son sort, secondaire face à l'Asie. L'Europe devient un continent où les prédateurs se disputent ses marges, ce qui la constraint à s'unir. C'est la thèse de Haroche : soit cette union et ce redressement sous la pression extérieure — qui, même si ce n'est pas moralement idéal, reste un puissant moteur d'unité — soit le risque de disparaître, plutôt que de reproduire le XX^e siècle où nous nous sommes enfoncés, malgré de bonnes excuses, dans le confort et la servitude.

Jean-Louis Bourlanges :

David a évoqué positivement la CED (Communauté Européenne de Défense). VJe suis, comme vous le savez, un militant européen très actif, presque fédéraliste, mais j'ai toujours considéré la CED comme une absurdité. C'était une erreur de René Pleven de l'avoir lancée : un projet qui ne pouvait pas fonctionner et qui aurait conduit exactement à ce dont nous souffrons aujourd'hui, une dépendance totale des forces européennes vis-à-vis de l'armée américaine. La critique du général, s'appuyant sur Clausewitz — « *la guerre, c'est la continuation*

de la politique par d'autres moyens » —, était juste : des armées européennes ne peuvent être la continuation de la politique américaine.

Cela éclaire l'exigence d'indépendance très forte chez de Gaulle, qui n'était pas une hostilité envers les États-Unis, mais la conviction qu'il fallait être structurellement capable de se défendre partout. Monnet lui-même l'a reconnu : l'échec prouve que l'idée était mauvaise. Je ne m'y attarde pas, mais c'est une erreur profonde d'y revenir aujourd'hui : il ne faut pas refaire la CED.

David Djaïz :

Non, je n'appelais pas à ressusciter la CED. Je disais simplement qu'il y a eu, entre 1946 et 1954, un moment où l'on a voulu mutualiser les choses. Mais le projet de CED était profondément erroné, et sur ce point je vous rejoins.

Nicole Gnesotto :

Rappelons également que la CED était sous commandement américain.

Jean-Louis Bourlanges :

Ce que je voulais dire, c'est que, durant toute la négociation de la CED, pour parvenir à une ratification qui n'a jamais eu lieu à la Chambre française, on diminuait sans cesse la taille des unités indépendantes. On voulait presque que l'Allemagne ne dispose que de régiments ; les divisions paraissaient déjà dangereuses. Plus on abaissait le niveau, plus le contrôle passait sous l'armée américaine, et sous elle seule.

Deuxième observation : de Gaulle en 1966. Il défend une position de principe — indépendance totale et capacité — comme Nicole l'a rappelé. Mais il est aussi extraordinairement pragmatique, aidé par la remarquable diplomatie américaine, notamment l'ambassadeur à Paris, Chip Bohlen, ami de la France, qui a fait accepter à Washington l'idée de s'effacer : les Français faisaient une crise, mais resteraient liés aux Etats-Unis. Cela s'est confirmé avec Pompidou, qui a

rapidement renoué des relations étroites.

Troisième observation : la Commission. Là, je suis en désaccord avec David. Il faut arrêter le *bashing*. Je ne dis pas qu'elle fasse toujours ce qu'il faut, mais elle sert de troisième bouc émissaire. Il y en a trois grands pour les Français : les Arabes pour l'extrême-droite, les capitalistes pour l'extrême-gauche, les eurocrates pour le centre. La Commission est un calamar plat, pas une pieuvre. Quand Mme von der Leyen signe avec les Américains ce que vous critiquez, elle applique le mandat confié par les États, notamment le couple franco-allemand — à l'initiative des Allemands et avec l'accord des Français. On peut juger ce mandat erroné, mais la responsabilité est ailleurs. On invoque le modèle chinois ou l'instrument de coercition — cela me fait sourire. Comme la dissuasion nucléaire : si on s'en sert, c'est un jeu à somme négative. Les Chinois résistent aux États-Unis non parce que Xi serait plus robuste que Mme von der Leyen, mais parce qu'ils disposent de terres rares et ne dépendent pas de leur sécurité face à un voisin comme la Russie. Nous sommes féodaux dans cette affaire. Il faut réagir, j'y suis favorable, mais la faute n'incombe pas à la Commission : elle n'est que l'ombre, dans la caverne de Platon ; la réalité, ce sont les États. Or la réalité, c'est qu'aucun modèle européen ne fonctionne aujourd'hui — ni institutionnellement, ni en volonté politique, ni en capacité. Nous sommes en désaccord. Dans l'affaire du Groenland, nous avons été sauvés par le gong : nous allions vers des positions divergentes entre Allemands et Français, et Trump, en reculant provisoirement, a permis de masquer ces divergences. Les Européens ont proclamé leur unité comme jadis on revendiquait la victoire de la guerre froide, alors que l'URSS s'était effondrée d'elle-même. Nous avons sauvé les apparences, mais nous ne nous dirigeons pas vers des relations étroites — politiques, économiques, monétaires, financières, sociales, culturelles — entre partenaires européens. Je le déplore : toute ma vie j'ai combattu cela, mais je regarde la situation avec réalisme et désespoir.

David Djaïz :

Je suis d'accord avec la fin du raisonnement, mais pas avec le début. La Commission dispose aujourd'hui d'un pouvoir important. La France a d'ailleurs commis, à mon sens, une erreur lors du renouvellement du Parlement européen en voulant pousser une candidature française à la tête de la Banque centrale européenne et en cédant sur une candidature allemande à la présidence de la Commission.

La raison est simple : durant la crise de l'euro, le centre de gravité du pouvoir se situait à la Banque centrale européenne — avec Mario Draghi et le « *whatever it takes* » —, parce que la politique monétaire a sauvé l'économie européenne. Dans la période actuelle, le pouvoir est redevenu politique, et des dirigeants dotés de leadership à la tête de la Commission peuvent réellement peser. Quand Jean-Louis affirme que la Commission n'est que le reflet des intérêts nationaux, c'est vrai ; mais de quelles nations et de quels intérêts parle-t-on ? De nombreux observateurs estiment qu'Ursula von der Leyen a renforcé son pouvoir personnel au détriment du collège des commissaires. Et lorsqu'on observe des figures comme Martin Selmayr, on perçoit une domination allemande portée par une sociologie d'entre-soi et d'affinité, voire de proximité, avec les Etats-Unis.